l'immigration. J'estime qu'elle est assez urgente. On peut y répondre simplement par oui ou par non.

M. l'Orateur: Si le ministre veut bien répondre par oui ou par non, je puis autoriser la question.

LES DROITS DE LA FEMME

LE RAPPORT DE LA COMMISSION ROYALE

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Je voudrais poser une question au secrétaire d'État ou au ministre compétent. L'honorable représentant peut-il indiquer à la Chambre vers quelle date on pourra consulter le rapport de la Commission royale d'enquête sur la condition de la femme. Les porte-parole d'un grand nombre de femmes, à travers le pays, ont évoqué les inégalités qu'elles doivent supporter, mais le mémoire contient plusieurs déclarations qui concernent tous les aspects de la vie canadienne et touchent les hommes, les femmes et les enfants.

L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État): Je serai heureux de faire, à ce sujet, enquête et rapport à la Chambre.

LES COMMUNICATIONS

LES MÉMOIRES CONTRE L'AUGMENTATION DES TARIFS DU TÉLÉPHONE BELL

L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État): Monsieur l'Orateur, je saisis cette occasion pour répondre à la question posée par le député de Broadview vendredi dernier. En l'absence du ministre des Postes, qui est encore souffrant, je dois dire qu'aucun mémoire n'a été présenté par le gouvernement ou en son nom à la Commission canadienne des transports concernant la demande de la compagnie de téléphone Bell du Canada en vue de majorer certains tarifs. La Commission est un organisme parajuridique, autorisé à rendre des décisions au sujet de demandes de cette nature, en conformité de la loi adoptée par le Parlement. En rendant des décisions de ce genre, la Commission doit s'assurer que tous les tarifs seront justes et raisonnables et, à cette fin, elle est autorisée à obtenir tous les renseignements qu'elle juge nécessaires.

Sauf erreur, plusieurs parties ont présenté des mémoires pour s'opposer à la demande de la compagnie de téléphone Bell et celles-ci seront peut-être entendues de même que la compagnie.

[M. McCleave.]

De plus, le gouverneur en conseil a des pouvoirs d'option et des responsabilités spécifiques prévus par la loi. Ces pouvoirs comprennent la capacité de modifier les décisions de la Commission et de s'occuper des appels. Si, après que la Commission aura décidé de ce cas particulier, l'initiative du gouvernement se révélait souhaitable, les députés peuvent être assurés que la question sera étudiée d'une manière approfondie et que les mesures appropriées seront prises.

L'OFFICE D'EXPANSION ÉCONOMIQUE DE LA RÉGION ATLANTIQUE

LE NOUVEAU PRÉSIDENT

M. Melvin McQuaid (Cardigan): Ma question s'adresse au ministre de la Couronne qui est comptable au Parlement de l'administration de l'Office d'expansion économique de la région atlantique. Le mandat du président actuel expire vendredi prochain; étant donné qu'il n'est pas rééligible, aux termes de la loi, le ministre peut-il dire à la Chambre si une décision a été prise en ce qui concerne son remplacement et, dans l'affirmative, qui sera le nouveau président?

[Français]

L'hon. Jean Marchand (ministre des Forêts et du Développement rural): Monsieur l'Orateur, personne n'a encore été nommé pour le remplacer. Cette question sera discutée à la réunion du cabinet cette semaine.

[Traduction]

LE CABINET DU PREMIER MINISTRE

L'ABOLITION DES BUREAUX RÉGIONAUX

M. Steven E. Paproski (Edmonton-Centre): Monsieur l'Orateur, maintenant que le premier ministre est revenu de ses aventures romanesques à l'étranger, a-t-on l'intention d'abandonner le système des bureaux régionaux qu'un député libéral de l'arrière-ban a qualifié de régime de patronage de luxe?

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie.

M. Paproski: Voudriez-vous me dire ce qu'il y a de mal à cette question, monsieur l'Orateur?

M. l'Orateur: J'y vois beaucoup de mal. Premièrement, je ne pense pas que l'honorable député parle d'une question qui relève de la responsabilité administrative du premier ministre. Je doute fort qu'elle soit acceptable. Toutefois, si l'honorable député croit la chose urgente et s'il veut la faire inscrire au *Feuilleton*, je l'étudierai alors de plus près.